<u>ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES 2022</u>









UN COMBAT POUR UNE REMUNERATION JUSTE

Nous devons tous faire face à toujours plus de responsabilité, toujours plus de vigilance et de disponibilité. D'année en année, nos conditions de travail se dégradent, les crises économiques s'installent et aujourd'hui la question du pouvoir d'achat est cruciale.

Ce ne sont pas les quelques revalorisations catégorielles des dernières années ou l'augmentation du point d'indice des fonctionnaires en juillet qui vont nous permettre d'avoir une rémunération à la hauteur de notre investissement.

Il est temps que ce ministère se préoccupe de ses fonctionnaires! Les moyens sont là mais ce sont toujours les mêmes qui en profitent! 1000€ par mois pour les uns et des miettes pour les autres.

Notre syndicat réclame dans l'immédiat une conférence salariale au niveau ministériel et à moyen terme des discussions avec le ministère de la Fonction et de la Transformation publiques. Nous voulons notamment :

la revalorisation des grilles indiciaires de tous les agents car celles-ci sont indignes et ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités et de leurs compétences.

la refonte totale des NBI attribuées aux agents avec la prise en compte de la particulière technicité de certaines fonctions.

la revalorisation du socle de l'IFSE et du plafond du CIA, le régime indiciaire doit être privilégié mais nous voulons aussi que le régime indemnitaire soit plus juste. Nous exigeons qu'il n'y ait plus de différence dans le montant de l'IFSE entre les agents se trouvant dans des situations équivalentes.

l'intégration des primes dans le calcul de la retraite

mais aussi:

l'augmentation de l'indemnité d'astreinte pour tous

l'augmentation de la rémunération des heures supplémentaires de jour comme de nuit

l'augmentation de l'aide l'installation des personnels de l'Etat (AIP) à 10000€

l'obtention de tickets restaurant à l'instar d'autres ministères

Pour qu'enfin notre engagement pour le service public de la Justice soit reconnu, votons pour l'alliance JUSTICE CGC, UNDPIP et CFTC LIBRE JUSTICE